



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 52.265/2
du 12 novembre 2012

advies 52.265/2
van 12 november 2012

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la rémunération pour prêt
public et retirant l'arrêté royal
du 25 avril 2004 relatif aux
droits à rémunération pour prêt
public des auteurs, des
artistes-interprètes ou
exécutants, des producteurs de
phonogrammes et des
producteurs de premières
fixations de films'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
vergoeding voor openbare
uitlening en tot intrekking van
het koninklijk besluit van
25 april 2004 betreffende de
vergoedingsrechten voor
openbare uitlening van de
auteurs, vertolkende of
uitvoerende kunstenaars,
producenten van fonogrammen
en producenten van eerste
vastleggingen van films'

Le 19 octobre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la rémunération pour prêt public et retirant l'arrêté royal du 25 avril 2004 relatif aux droits à rémunération pour prêt public des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de premières fixations de films'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 novembre 2012. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 novembre 2012.

*

Op 19 oktober 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de vergoeding voor openbare uitlening en tot intrekking van het koninklijk besluit van 25 april 2004 betreffende de vergoedingrechten voor openbare uitlening van de auteurs, vertolkende of uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en producenten van eerste vastleggingen van films'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 november 2012. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 november 2012.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATION PRÉALABLE

Plutôt que d'expliquer le contenu du projet par de nombreux considérants, mieux vaudrait le développer sous la forme d'un rapport au Roi.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il ressort des articles 2, 4°, 4, § 5, alinéa 2, 2), et alinéa 4, 4), 4, § 6, et 7, § 2, alinéa 1^{er}, du projet que l'auteur de celui-ci part du principe que les « institutions de prêt » telles que visées à l'article 2, 3°, du projet voient nécessairement leurs activités ressortir de la compétence de l'une des trois Communautés. Or, les « institutions de prêt » sises sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, qui, en raison de leurs activités, ne pourraient être rattachées exclusivement soit à la Communauté flamande, soit à la Communauté française, en application de l'article 127, § 2, de la Constitution ressortissent de la compétence résiduaire de l'État fédéral.

Les dispositions précitées du projet d'arrêté à l'examen devraient être revues à la lumière de cette observation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'article 3 du projet met en œuvre les habilitations prévues par l'alinéa 2 du paragraphe 2 des articles 23 et 47 de la loi du 30 juin 1994 'relative au droit d'auteur et aux droits voisins' (ci-après : la loi du 30 juin 1994); ce sont par conséquent ces deux alinéas qu'il y a lieu de mentionner plus précisément à l'alinéa 1^{er} du préambule¹.

L'article 62 de la loi du 30 juin 1994 ne comporte en revanche aucune habilitation et ne constitue dès lors pas l'un des fondements juridiques du projet, de sorte que sa mention doit être omise de ce même alinéa.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, spécialement les points b) et c).

2. L'article 13 du projet tend au retrait de l'arrêté royal du 25 avril 2004 'relatif aux droits à rémunération pour prêt public des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de premières fixations de films', qui doit en conséquence être mentionné dans un alinéa 2 nouveau à insérer ².

3. S'agissant de l'alinéa 2 actuel, il y a lieu de constater que les avis des Communautés, des institutions de prêt et des sociétés de gestion des droits, qui sont obligatoires, ont été donnés à des dates différentes. Afin de bien faire état de l'accomplissement correct de ces formalités, il convient de mentionner successivement chacun de ces avis avec sa date exacte.

4. En vertu de l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', le projet ne doit pas être soumis à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable au sens de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

L'alinéa 20 sera donc omis.

DISPOSITIF

Article 2

1. Au 4°, il convient de distinguer la définition de la notion d'« association d'institutions de prêt » des conditions matérielles que l'association doit remplir pour entrer dans le champ d'application de l'arrêté. Ces dernières conditions ne devraient pas figurer dans les définitions mais dans un article distinct du dispositif. La même observation vaut pour le 5°.

Il est dès lors proposé de rédiger le 4° comme suit :

« Les associations d'institutions de prêt : les associations de fait ou de droit de plusieurs institutions de prêt, ayant la compétence administrative de lier juridiquement ces institutions et de représenter celles-ci pour l'application du présent arrêté ».

2. Au 5°, la définition des « pouvoirs publics » est obscure. En effet, celle-ci vise « chaque pouvoir public fédéral, communautaire, régional, provincial, communal, municipal, supra- ou intercommunal ou autonome ».

La question se pose de savoir ce qu'il faut entendre, d'une part, par « pouvoir public autonome » et, d'autre part, par « pouvoir public municipal » ³.

² *Ibid.*, recommandations n^{os} 29 et 30.

³ Cette notion impropre en droit belge paraît déjà couverte par la notion de « pouvoir public communal ».

Par ailleurs, les éléments de droit matériel figurant à tort dans la définition appellent les questions suivantes :

- en quoi un « pouvoir public » « représente-t-il » une partie des collections ou des prêts des institutions de prêt ?

- Comment un « pouvoir public » pourrait-il ne pas représenter 100 % des collections ou des prêts des institutions qui « relèvent » de son ressort.

Une observation similaire vaut pour la suite du projet.

3. Au 10°, la « Collection » est définie comme étant l'ensemble des « matériaux » ou documents qui sont détenus par une institution de prêt. Le terme « matériaux » (éléments qui entrent dans la composition de quelque chose) semble inapproprié, sauf à définir la « collection » comme étant « l'ensemble des éléments qui entrent dans la composition de la collection ».

Il serait plus pertinent de définir la collection comme étant « l'ensemble des œuvres ou prestations détenues par une institution de prêt ». Ce sont d'ailleurs ces deux notions (œuvres ou prestations) qui sont reprises à l'article 4, § 2.

Article 4

1. Selon le paragraphe 1^{er}, le montant de la rémunération due pour le prêt public sera déterminé en fonction de deux critères : le volume de la collection détenue par l'institution de prêt et le nombre de prêts effectués par l'institution par période de référence.

Cette dernière notion est conforme à celle issue des amendements n^{os} 216 et 218 introduisant les alinéas 1^{er} et 2 à l'article 63 de la loi du 30 juin 1994, à savoir un prix forfaitaire « par prêt ». Cette notion n'est par contre pas celle retenue par l'arrêt du 30 juin 2011 de la Cour de justice de l'Union européenne auquel le projet entend donner suite⁴, qui est le « nombre d'emprunteurs inscrits » dans un établissement de prêt (paragraphe 39 de l'arrêt). Pour justifier de s'écarter de cette notion, le considérant n° 7 précise que le critère du « nombre d'emprunteurs inscrits est remplacé et affiné par le critère du nombre de prêts effectués ». Bien que cela ne corresponde pas au critère retenu par l'arrêt précité de la Cour de justice, le choix de cet autre critère semble admissible, notamment en raison de ce qu'il appartient « aux seuls États membres de déterminer sur leur territoire les critères les plus pertinents pour assurer dans la limite imposée par le droit communautaire [...] le respect de cette notion communautaire », rappelant que la directive « réserve une grande marge d'appréciation aux États membres » qui peuvent fixer le montant de cette rémunération « en cas de prêt public en fonction de leurs propres critères de promotion culturelle » (paragraphe 35 et 36 de l'arrêt).

⁴ C.J.U.E., 30 juin 2011, C-271/10.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

« Pour déterminer le montant forfaitaire visé au paragraphe 1^{er}, 1°, le volume de la collection est réduit, à la date initiale de la période de référence :

1° du nombre d'oeuvres... [la suite comme au projet]

2° du nombre d'oeuvres... [la suite comme au projet] ».

3. Le paragraphe 2, alinéa 2, précise à quelles conditions le nombre exact des oeuvres visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, pourra être retranché de la collection. À défaut, un forfait de 5 % de la collection sera retranché.

Dès lors que le 12^e « considérant » se limite à préciser que c'est uniquement à des fins de simplification administrative et de facilité de contrôle qu'il faut prévoir un système « centralisé » et « automatisé », le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi l'identification de ces œuvres est imposée dans un système automatisé, centralisé, non seulement au niveau des pouvoirs publics compétents, mais aussi à celui des associations d'institutions de prêt.

À la fin de la première phrase de l'alinéa 2, les mots « au niveau des pouvoirs publics compétents et des associations d'institutions de prêt » ne doivent-ils pas être remplacés par les mots « au niveau des pouvoirs publics compétents ou des associations d'institutions de prêt » ?

4. À l'alinéa 3 du paragraphe 2, le Conseil n'aperçoit pas pourquoi il ne serait pas permis à une institution de prêt de démontrer que le volume de sa collection comporterait plus de 5 % d'œuvres ou de prestations qui appartiennent au domaine public, à l'instar de la possibilité visée à l'alinéa 2.

5. Les alinéas 4, 5 et 6 du paragraphe 2 réglant la fixation du montant visé au paragraphe 1^{er}, 1°, il y a lieu de les regrouper dans un paragraphe distinct, ainsi qu'il est procédé au paragraphe 3 (devenant le paragraphe 4) pour le montant visé au paragraphe 1^{er}, 2°.

6. À l'alinéa 4 du paragraphe 2 (devenant l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3), les volumes des collections sont déterminés au départ d'une première tranche de 12.500 qui est doublée à chaque tranche, alors que l'augmentation de la rémunération est la suivante, entre :

- la première et la deuxième tranche : + 200 % ;

- la 2^e et la 3^e : + 46,8 % ;

- la 3^e et la 4^e : + 136,5 % ;

- la 4^e et la 5^e : + 15,5 % ;

- la 5^e et la dernière tranche : + 20 %.

Les mêmes augmentations se retrouvent dans le second tableau pour les années de références à partir de 2013.

Une telle différence dans l'évolution des pourcentages entre chaque tranche devrait être spécialement justifiée.

7. Au paragraphe 5 (devenant le paragraphe 6), alinéa 1^{er}, *in fine*, il semble plus approprié d'écrire : « pour le compte d'institutions de prêt qui en relèvent ou en sont membres ».

Article 7

1. Il est fait dans cette disposition pour la première fois référence à la notion d'« établissement » pour compte desquels une institution de prêt remet sa déclaration à la société de gestion de droits.

Cette notion d'« établissement » mériterait d'être définie.

2. Les articles 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}, 10, § 2, 4^o, 11, § 2, 4^o et 5^o, et 14, § 2, du projet recourent à la notion de « jours ouvrables », qui ne revêt pas de signification juridique généralement reçue.

Si l'auteur du projet souhaite maintenir l'usage de cette notion, il y aurait donc lieu d'en prévoir une définition à l'article 2.

La solution alternative, préférable sur le plan de la sécurité juridique - vu la longueur des délais en cause -, consisterait à mentionner tous les délais en « jours » plutôt qu'en « jours ouvrables » et de préciser que, si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé au jour ouvrable ⁵ qui suit.

Article 15

1. À la première phrase, il convient de préciser où devrait être publié le rapport qui y est mentionné.

2. La deuxième phrase n'ajoute rien aux compétences du ministre, qui sont de droit.

*

⁵ Cette notion de « jour ouvrable » s'entend alors, dans ce contexte, comme étant un jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié légal.

Voir, par exemple, l'article 84, § 2, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État :

« Le jour ouvrable est celui qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié. Les délais commencent à courir le jour ouvrable qui suit l'inscription au rôle. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable qui suit ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

VOORAFGAANDE OPMERKING

In plaats van de inhoud van het ontwerp toe te lichten aan de hand van tal van overwegingen, verdient het de voorkeur die uit te werken in de vorm van een verslag aan de Koning.

ALGEMENE OPMERKING

Uit de artikelen 2, 4°, 4, § 5, tweede lid, 2), en vierde lid, 4), 4, § 6, en 7, § 2, eerste lid, van het ontwerp blijkt dat de steller uitgaat van het beginsel dat de activiteiten van de “uitleeninstellingen” als bedoeld in artikel 2, 3°, van het ontwerp noodzakelijkerwijs vallen onder de bevoegdheid van een van de drie Gemeenschappen. De “uitleeninstellingen” gelegen op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel Hoofdstad die wegens hun activiteiten niet uitsluitend kunnen worden ondergebracht bij hetzij de Vlaamse Gemeenschap, hetzij de Franse Gemeenschap, vallen met toepassing van artikel 127, § 2, van de Grondwet echter onder de residuaire bevoegdheid van de federale Staat.

De voornoemde bepalingen van het voorliggende ontwerpbesluit moeten in het licht van deze opmerking worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. In artikel 3 van het ontwerp wordt uitvoering gegeven aan de machtigingen waarin wordt voorzien door paragraaf 2, tweede lid, van de artikelen 23 en 47 van de wet van 30 juni 1994 ‘betreffende het auteursrecht en de naburige rechten’ (hierna de wet van 30 juni 1994 genoemd); derhalve dient in het eerste lid van de aanhef meer bepaald naar deze twee leden te worden verwezen.⁶

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27, inzonderheid de punten b) en c).

Artikel 62 van de wet van 30 juni 1994 bevat daarentegen geen enkele machtiging en levert dus geen rechtsgrond op voor het ontwerp, zodat het in dit lid niet behoort te worden vermeld.

2. Artikel 13 van het ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit van 25 april 2004 ‘betreffende de vergoedingsrechten voor openbare uitlening van de auteurs, vertolkende of uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en producenten van eerste vastleggingen van films’ in te trekken; dat koninklijk besluit moet derhalve worden vermeld in een nieuw in te voegen tweede lid.⁷

3. Wat het huidige tweede lid betreft, dient te worden opgemerkt dat de adviezen van de Gemeenschappen, van de uitleeninstellingen en van de beheersvennootschappen, die verplicht zijn, op verschillende data zijn verstrekt. Teneinde duidelijk aan te geven dat deze vormvereisten naar behoren zijn vervuld, moeten deze adviezen na elkaar, elk met zijn precieze datum, worden vermeld.

4. Krachtens artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’, hoeft het ontwerp vooraf niet te worden onderzocht met betrekking tot de noodzaak een effectbeoordeling uit te voeren in de zin van artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’.

Het twintigste lid moet dus worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de bepaling onder 4° moet de definitie van het begrip “vereniging van uitleeninstellingen” worden onderscheiden van de materiële voorwaarden waaraan de vereniging moet voldoen om tot het toepassingsgebied van het besluit te behoren. Deze voorwaarden moeten niet onder de definities maar in een afzonderlijk artikel van het dispositief worden opgenomen. Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder 5°.

Er wordt derhalve voorgesteld de bepaling onder 4° als volgt te redigeren:

“De verenigingen van uitleeninstellingen: de feitelijke of juridische verenigingen van verschillende uitleeninstellingen die de administratieve bevoegdheid hebben om deze instellingen in rechte te verbinden en ze te vertegenwoordigen voor de toepassing van dit besluit”.

⁷ *Ibid.*, aanbevelingen 29 en 30.

2. In de bepaling onder 5° is de definitie van “publieke overheden” onduidelijk. Deze verwijst immers naar “elke federale, gemeenschaps-, gewestelijke, provinciale, gemeentelijk, stedelijke, boven- of intergemeentelijke of autonome publieke overheid”.

De vraag rijst wat moet worden verstaan onder “autonome publieke overheid” enerzijds en “stedelijke publieke overheid” anderzijds.⁸

Voorts geven de elementen van materieel recht die ten onrechte in de definitie voorkomen, aanleiding tot de volgende vragen:

- in welk opzicht “vertegenwoordigt” een “publieke overheid” een gedeelte van de collecties of van de uitleningen door de uitleeninstellingen?
- hoe zou het mogelijk zijn dat een “publieke overheid” niet 100 % vertegenwoordigt van de collecties of van de uitleningen door de instellingen die “vallen onder” haar bevoegdheid?

Een soortgelijke opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

3. In de bepaling onder 10° wordt de “collectie” omschreven als het geheel van de “materialen” of documenten die door een uitleeninstelling bijgehouden worden. Naar het zich laat aanzien is de term “materialen” (elementen waaruit iets is opgebouwd) ongeschikt, tenzij “collectie” wordt omschreven als “het geheel van elementen waaruit de collectie is opgebouwd”.

De collectie kan meer oordeelkundig worden omschreven als “het geheel van werken of prestaties die door een uitleeninstelling worden bijgehouden”. Deze twee begrippen (werken of prestaties) komen trouwens ook voor in artikel 4, § 2.

Artikel 4

1. Luidens paragraaf 1 wordt het bedrag van de vergoeding voor openbare uitlening vastgesteld volgens twee criteria: de grootte van de collectie van een uitleeninstelling en het aantal uitleningen per instelling en per referentieperiode.

Dit laatste begrip stemt overeen met het begrip dat is voortgekomen uit de amendementen nrs. 216 en 218 waarbij het eerste en het tweede lid zijn opgenomen in artikel 63 van de wet van 30 juni 1994, te weten een forfaitaire prijs “per uitlening”. Dit begrip wordt daarentegen niet in aanmerking genomen door het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 30 juni 2011 waaraan het ontwerp gevolg beoogt te geven⁹, en waarin het begrip “aantal [bij een uitleeninstelling] ingeschreven leners” aan de orde is (punt 39 van het arrest). Als reden om van dit begrip af te wijken, stelt overweging 7 dat “het criterium van het aantal ingeschreven leners wordt vervangen en verfiijnd door het criterium van het aantal uitleningen”. Alhoewel dat niet overeenstemt met het criterium dat in het voornoemde arrest van het Hof van Justitie gehanteerd wordt, lijkt de keuze van dat andere criterium aanvaardbaar, inzonderheid omdat “het

⁸ In het Belgisch recht is dit begrip ongeschikt en het wordt, naar het zich laat aanzien, reeds onder woorden gebracht door het begrip “gemeentelijke publieke overheid”.

⁹ HvJ, 30 juni 2011, C-271/10.

[...] uitsluitend aan de lidstaten [staat] om op hun grondgebied de meest relevante criteria vast te stellen om er binnen de door het gemeenschapsrecht [...] voor te zorgen dat dit communautaire begrip wordt geëerbiedigd”, terwijl de richtlijn “de lidstaten een ruime beoordelingsmarge [laat]” om het bedrag van deze vergoeding vast te stellen “rekening houdend met hun eigen doelstellingen voor bevordering van culturele activiteiten” (punten 35 en 36 van het arrest).

2. In paragraaf 2, eerste lid, moet de inleidende zin als volgt worden gesteld:

“Om het forfaitaire bedrag te bepalen bedoeld in paragraaf 1, 1°, wordt de omvang van de collectie op de begindatum van de referentieperiode verminderd met:

1° het aantal werken ... [voorts zoals in het ontwerp]

2° het aantal werken en/of prestaties die door de instelling ter beschikking worden gesteld, zodat [voorts zoals in het ontwerp]”.

3. Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt onder welke voorwaarden het exact aantal werken bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1°, van de collectie kan worden afgetrokken. Indien niet aan die voorwaarden is voldaan, wordt een forfaitair percentage van 5% van de collectie afgetrokken.

Aangezien in de twaalfde overweging louter gepreciseerd wordt dat een “gecentraliseerd” en “geautomatiseerd” systeem enkel met het oog op administratieve vereenvoudiging en vlotte controle moet worden ingevoerd, is het de Raad van State niet duidelijk waarom bepaald wordt dat nagegaan moet kunnen worden om welke werken het gaat met behulp van een geautomatiseerd systeem dat niet alleen op het niveau van de bevoegde overheden, maar ook op het niveau van de verenigingen van uitleeninstellingen is gecentraliseerd.

Moeten de woorden “op het niveau van de bevoegde publieke overheden en de verenigingen van uitleeninstellingen” aan het einde van de eerste zin van het tweede lid niet vervangen worden door de woorden “op het niveau van de bevoegde publieke overheden of de verenigingen van uitleeninstellingen”.

4. Wat paragraaf 2, derde lid betreft, is het de Raad niet duidelijk waarom een uitleeninstelling niet zou mogen aantonen dat de omvang van haar collectie meer dan 5% werken of prestaties omvat die tot het publieke domein behoren, naar het voorbeeld van de mogelijkheid geboden in het tweede lid.

5. Aangezien het vierde, vijfde en zesde lid van paragraaf 2 bepalen hoe het bedrag bedoeld in paragraaf 1, 1° wordt vastgesteld, behoren deze samengebracht te worden in een afzonderlijke paragraaf, zoals te werk is gegaan in paragraaf 3 (die paragraaf 4 wordt) voor het bedrag bedoeld in paragraaf 1, 2°.

6. In het vierde lid van paragraaf 2 (dat het eerste lid van paragraaf 3 wordt) wordt de omvang van de collecties bepaald uitgaande van een eerste schijf van 12.500, met telkens een verdubbeling bij elke volgende schijf, terwijl de verhoging van de vergoeding deze is:

- tussen de eerste en de tweede schijf: + 200%
- tussen de 2^e en de 3^e schijf: + 46, 8%
- tussen de 3^e en de 4^e schijf: + 136, 5%
- tussen de 4^e en de 5^e schijf: + 15,5%
- tussen de 5^e en de laatste schijf: + 20%

Dezelfde verhogingen staan in de tweede tabel voor de referentie jaren vanaf 2013.

Zulk een verschil in de ontwikkeling van de percentages tussen elke schijf behoort met bijzondere redenen te worden omkleed.

7. Paragraaf 5 (die paragraaf 6 wordt) behoort als volgt te worden gesteld: “De publieke overheden en de verenigingen van uitleeninstellingen kunnen de betaling van de vergoeding voor openbare uitlening geheel of gedeeltelijk op zich nemen in plaats van de uitleeninstellingen die onder de bevoegdheid van die overheden vallen of die lid zijn van die verenigingen”.

Artikel 7

1. In deze bepaling wordt voor het eerst verwezen naar het begrip “vestiging” waarvoor een uitleeninstelling haar aangifte indient bij de beheersvennootschap.

Het verdient aanbeveling dat begrip te definiëren.

2. In de artikelen 7, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, 10, § 2, 4°, 11, § 2, 4° en 5°, en 14, § 2, van het ontwerp wordt het begrip “werkdagen” gebruikt, dat geen algemeen aanvaarde juridische betekenis heeft.

Zo de steller van het ontwerp dat begrip wil behouden, moet daarvan een definitie worden gegeven in artikel 2.

Een andere oplossing, die uit het oogpunt van de rechtszekerheid te verkiezen valt aangezien het *in casu* om lange termijnen gaat, zou erin bestaan alle termijnen in “dagen” uit te drukken en niet in “werkdagen” en te preciseren dat, indien een termijn verstrijkt op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, deze verlengd wordt tot de eerstvolgende werkdag¹⁰.

¹⁰ In deze context moet het begrip “werkdag” begrepen worden als een dag die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Artikel 15

1. In de eerste zin behoort te worden vermeld waar het verslag dat daarin wordt genoemd moet worden bekendgemaakt.
2. De tweede zin voegt niets toe aan de bevoegdheden van de minister, die hem van rechtswege toekomen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS

Zie bijvoorbeeld artikel 84, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State:

“De werkdag is de dag die noch een zaterdag, noch een zondag, noch een feestdag is. De termijnen gaan in op de eerste werkdag na die van de inschrijving op de rol. De vervaldag is in de termijn begrepen. Is die dag geen werkdag, dan verstrijkt de termijn op de eerstvolgende werkdag”.